

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2550

[2011/204733]

23 MEI 2011. — Decreet houdende instemming met het Protocol, gedaan te Brussel op 23 juni 2010, tot wijziging van het aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie gehechte Protocol betreffende de overgangsbepalingen

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel. Het Protocol, gedaan te Brussel op 23 juni 2010, tot wijziging van het aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie gehechte Protocol betreffende de overgangsbepalingen zal volkomen gevolg hebben.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 23 mei 2011.

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-President, Minister van Lokale Besturen

O. PAASCH,

Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid

Mevr. I. WEYKMANS,

Minister van Cultuur, Media en Toerisme

H. MOLLERS,

Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

Nota

Zitting 2010-2011

Parlementaire stukken. — 78 (2010-2011) Nr. 1 Ontwerp van decreet

Integraal verslag. — 23 mei 2011 - Nr. 24 Bespreking en aanneming

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2551

[C - 2011/31188]

17 MARS 2011. — Arrêté 2010/1305 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées

Le Collège,

Vu le décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées, modifié par le décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 2010 et notamment l'article 9, 1^o, 4^o, 11^o et 13^o, article 11, article 12, § 1^{er}, 1^o, article 44, 2^o, a), article 48, 2^e alinéa et article 54;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées;

Vu l'avis des sections « hébergement » et « Aide et soins à domicile » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donnés les 25 novembre 2010 et 10 mars 2011;

Vu l'avis 49.253/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées, modifié par l'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 1^{er} juillet 2010, il est inséré un article 28/1 rédigé comme suit :

« Article 28/1. En dérogation à l'article 28, 1^{er} alinéa, et à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2020, pour les maisons de repos agréées ou ayant bénéficié d'une autorisation de fonctionnement provisoire pour la première fois avant le 1^{er} février 1994, la capacité des espaces de vie commune peut être réduite pour autant que la diminution d'espace de vie commune soit au moins compensée par une surface de toutes les chambres supérieure à la surface minimale exigée en vertu de l'article 32.

La surface ainsi disponible par résident ne peut en aucun cas être inférieure à 11 m² pour les maisons agréées avant le 1^{er} février 1994 et bénéficiant de la dérogation en matière de surface des chambres prévues à l'article 32, 3^e alinéa. »

Art. 3. Dans l'article 32, le 3^e alinéa, est remplacé par ce qui suit :

« En dérogation au 1^{er} alinéa, et à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2020, pour les maisons de repos existant au 1^{er} février 1994, la superficie des chambres ne peut être inférieure à 9 m² par personne. Le calcul de la surface s'effectue de plinthe à plinthe. Les angles, recoins et autres surfaces dans lesquelles il n'est pas possible de se déplacer ou de placer un meuble, ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface minimale de la chambre. »

Art. 4. Dans l'article 53 du même arrêté, le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les formations reconnues par la Région wallonne ou la Commission communautaire commune sont reconnues à concurrence du nombre d'heures de formation qu'elles comportent.

Les personnes ayant suivi avec fruit une formation d'au moins 500 heures reconnue par une de ces autorités doivent produire, dans un délai d'un an après l'entrée en fonction de directeur d'une maison de repos agréée par la Commission communautaire française, une attestation de formation complémentaire d'au moins huit heures ou deux demi-jours, relative à la législation spécifique de la Commission communautaire française, telle que visée au § 1^{er}, 1^o, g).

La personne qui a exercé pendant au moins 5 ans la fonction de directeur d'une maison de repos agréée par une entité fédérée belge, est réputée disposer de la qualification requise, sous réserve de la production dans un délai d'un an après l'entrée en fonction de directeur d'une maison de repos agréée par la Commission communautaire française, d'une attestation de formation complémentaire d'au moins huit heures ou deux demi-jours, relative à la législation spécifique de la Commission communautaire française, telle que visée au § 1^{er}, 1^o, g).

Le Ministre peut reconnaître, sur base d'une comparaison des formations acquises dans un pays de l'Union européenne avec les formations requises par le présent arrêté, la qualification d'une personne qui a exercé pendant au moins 5 ans la fonction de directeur d'une maison de repos agréée par une autorité publique d'un pays membre de l'Union européenne. La production dans un délai d'un an après l'entrée en fonction de directeur d'une maison de repos agréée par la Commission communautaire française, d'une attestation de formation complémentaire d'au moins huit heures ou deux demi-jours, relative à la législation spécifique de la Commission communautaire française, telle que visée au § 1^{er}, 1^o, g) est requise. »

Un § 5 rédigé comme suit, est inséré après le § 4 :

« § 5. Les personnes qui au plus tard à l'issue de l'année académique 2012-2013 ont suivi avec fruit une formation correspondant à la formation qui était reconnue par la Commission communautaire française avant le 1^{er} juin 2009 ou qui est reconnue par la Région wallonne ou la Commission communautaire commune sont réputées disposer de la formation requise, sous réserve de la production dans un délai d'un an après l'entrée en fonction de directeur d'une maison de repos agréée par la Commission communautaire française, d'une attestation de formation complémentaire d'au moins huit heures ou deux demi-jours, relative à la législation spécifique de la Commission communautaire française, telle que visée au § 1^{er}, 1^o, g). »

Art. 5. Dans l'article 68, § 1^{er}, un nouvel alinéa, rédigé comme suit est inséré entre les 2^e et 3^e alinéas :

« Le personnel de soins instaure pour chaque résident une politique de prévention et de gestion de l'incontinence. Les mesures prises à cet effet sont consignées dans le dossier individuel de soins visé à l'article 63. »

Art. 6. L'article 129 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La maison communautaire a une capacité minimale de 3 habitants et maximale de 20 habitants par site. »

Art. 7. L'article 142 du même arrêté est complété par le § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Un nouvel accord de principe doit être demandé pour toute modification de l'implantation géographique de l'établissement résidentiel ou si le permis d'urbanisme ne correspond pas à l'accord de principe octroyé. »

Art. 8. Dans l'article 162, le 1^{er} alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le service d'accueil de jour accueille les bénéficiaires au moins trois jours par semaine, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés. »

Art. 9. Dans l'article 169, les mots : « Les qualifications nécessaires » sont remplacés par les mots : « Les qualifications admises ».

Art. 10. Dans l'article 181, 1^o et 2^o du même arrêté, le « OMNIO » est remplacé par les mots « BIM ou OMNIO ».

Art. 11. Dans l'article 182, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o (le nombre de bénéficiaires visés à l'article 181) x (le nombre de mois de l'année visée, durant lesquels les bénéficiaires ont bénéficié de la réduction tarifaire) x (1,25 euro pour frais de gestion de la réduction tarifaire). »

Art. 12. Dans l'article 184, 2^o, b) du même arrêté, le « OMNIO » est remplacé par les mots « BIM ou OMNIO ».

Art. 13. L'annexe 4 de l'arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 14. L'annexe 5 de l'arrêté est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 15. Dans le même arrêté, entre le titre 10 intitulé « Procédures relatives à l'agrément des services non-résidentiels » et le titre erronément numéroté 9 intitulé « Dispositions transitoires et abrogatoires » qui devient le titre 12, il est inséré un titre 11 comportant les articles 202/1 et 202/2, rédigé comme suit :

« TITRE 11. — Gestion des plaintes adressées à l'administration

Art. 202/1. Toute personne intéressée peut introduire une plainte concernant le fonctionnement d'un établissement ou d'un service auprès de l'administration. Les plaintes peuvent être introduites par écrit ou oralement auprès d'un agent de l'administration qui en rédigera un procès verbal d'audition.

Les plaintes anonymes ne seront pas prises en considération mais le plaignant peut demander à ce que son anonymat soit respecté dans tout rapport ou toute communication relatifs à sa plainte.

Art. 202/2. L'administration procède, si l'objet de la plainte le justifie à une inspection, dans un délai de maximum 15 jours après réception de la plainte.

L'administration avertit le directeur et le gestionnaire de l'existence et du contenu de la plainte et lui transmet ses conclusions, en respectant l'éventuelle demande d'anonymat du plaignant, par la transmission de son rapport d'inspection dans les délais prévus à cet effet si une inspection a été diligentée suite à la plainte ou dans le mois de la réception de la plainte si aucune inspection n'a été effectuée.

Lorsque les conclusions établies suite à une plainte mettent en évidence le non respect d'une norme d'agrément, l'administration envoie un avertissement à l'établissement ou au service suivant la procédure prévue aux articles 147 et 197 du présent arrêté. »

Art. 16. Dans l'article 84, § 2, un alinéa rédigé comme suit est ajouté après le 1^{er} alinéa : « En dérogation au 1^{er} alinéa, une seconde modification du prix de journée peut intervenir en 2011, afin de permettre l'inclusion du matériel d'incontinence dans le prix de journée avant le 1^{er} octobre 2011. »

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2011 à l'exception des articles 2 à 4 et 8 à 13, qui prennent leurs effets le 1^{er} juin 2009, et de l'article 14 qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

Art. 18. Le Ministre, Membre du Collège, en charge de l'action sociale et de la famille, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mars 2011.

Par le Collège :

Le Ministre-Président du Collège,
Ch. DOULKERIDIS

Le Ministre, Membre du Collège, en charge de l'Action sociale et de la Famille,
E. KIR

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées - Règles d'assimilation des services extérieurs (article 9, 4^o, du décret et article 56, § 3, de l'arrêté)

1. Pour fixer les modalités d'assimilation des prestations de services extérieurs à des frais de personnel d'hôtellerie et procéder à leur évaluation en ETP, il faut d'abord définir précisément les quatre catégories de tâches qui peuvent être prises en charge par lesdits services extérieurs.

Ainsi :

1. la propreté et l'hygiène des locaux concernant l'entretien quotidien ménager des locaux. Ceci exclut donc le nettoyage de la voirie ou les travaux d'entretien des parcs et jardins.

2. l'entretien technique doit être compris comme étant l'entretien non spécialisé susceptible d'être effectué par toute personne non spécialisée. Ceci exclut donc les tâches pour lesquelles un ouvrier spécialisé devrait de toute manière être appelé par l'établissement (par exemple, l'entretien des ascenseurs).

3. les tâches de lingerie et de buanderie concernent le linge d'hôtellerie (litterie, rideaux, nappes et serviettes, vêtements des membres du personnel,...) à l'exclusion du linge personnel du résident.

4. les tâches de cuisine et de restaurant ne posent pas de problème de définition.

2. A défaut de preuve écrite apportée par le gestionnaire de la maison de repos du montant précis de frais de personnel d'hôtellerie résultant des prestations de services extérieurs, la détermination du coût de la main d'œuvre supporté par lesdits services extérieurs est réalisée sur base du montant hors T.V.A. facturé à la maison de repos, montant auquel est appliqué un pourcentage, variable selon le type de service, afin de faire abstraction de la marge bénéficiaire, des produits utilisés, etc...

* Nettoyage (propreté : hygiène) : 90 %

* Entretien technique : 80 %

* Lingerie/buanderie : 65 %

* Cuisine/restaurant : 40 %

3. Pour fixer le nombre d'ETP obtenu par assimilation des prestations de services extérieurs à des frais de personnel, il convient tout d'abord de déterminer le coût de la main d'œuvre supporté par la maison de repos pour un ETP.

* Nettoyage (propreté/hygiène) : 35.281,70 euros (*)

* Entretien technique : 38.822,38 euros (*)

* Lingerie/buanderie : 35.281,70 euros (*)

* Cuisine/restaurant : 39.157,53 euros (*)

(*) Ces montants ont été obtenus sur base de pondération de différents barèmes applicables en vertu de l'arrêté royal du 16 juillet 1997 rendant obligatoire la C.C.T. du 24 juin 1996, et auxquels ont été appliqués l'index de 1,4859, en vigueur au 31 décembre 2009, et une majoration pour charges patronales. Ces montants sont indexés conformément aux règles applicables pour le secteur visé.

A défaut de preuve écrite apportée par le gestionnaire de la maison de repos du nombre précis d'ETP ayant effectué des prestations de services extérieurs visés au point 1 de la présente annexe, le nombre d'ETP obtenu par assimilation des prestations de services extérieurs à des frais de personnel est évalué en divisant les montants visés au point 2 de la présente annexe par les montants visés au présent point.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 22 mars 2007, relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées.

Le Président du Collège,
Ch. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille,
E. KIR

Annexe 2 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées : prix de journée-éléments obligatoires et facultatifs (article 9, 13°, du décret et article 87 de l'arrêté)

ELEMENTS DE FRAIS	INCLUS DANS LE PRIX DE JOURNEE	SUPPLEMENTS	AVANCES EN FAVEUR DE TIERS
Fonction de logement			
— L'utilisation de la chambre	X		
— Le mobilier de la chambre (adapté à l'état du résident)	X		
— Equipement de base et mobilier conformes aux normes d'agrément des Communautés et des Régions avec un minimum d'un lit, une table, une penderie et armoire à linges, une table de nuit et un fauteuil	X		
— La mise à disposition d'une chaise de nuit lorsque l'état du résident l'exige	X		
— L'utilisation et l'entretien des installations sanitaires, individuelles et communes	X		
— L'utilisation des espaces communautaires, y compris les ascenseurs, conformément au règlement d'ordre intérieur	X		
— L'entretien du patrimoine, l'entretien général et le nettoyage des espaces communautaires, matériel et produits inclus; les réparations des chambres et des logements qui résultent d'une utilisation de location habituelle	X		
— Le mobilier adapté des espaces communautaires	X		
— L'enlèvement des déchets	X		
— Le chauffage de la chambre et des espaces communautaires, l'entretien des installations et chaque modification de l'appareillage de chauffage	X		
— L'eau courante chaude et froide et l'utilisation de toute installation sanitaire	X		
— Les installations électriques, leur entretien et chaque modification de celles-ci et la consommation d'électricité.	X		
— Les installations de protection contre l'incendie et pour la communication interne en fonction de l'usage communautaire	X		
— Les frais d'installation, d'entretien et de raccordement d'un téléphone et d'un accès internet accessible au public	X		
— La mise à disposition dans les espaces communautaires d'une télévision, radio ou autre matériel audiovisuel	X		
— Les installations de cuisine, leur entretien et les modifications liées à l'évolution de la législation ainsi que l'approvisionnement en matières premières et l'entreposage de celles-ci	X		
— L'entretien des chambres individuelles et du mobilier et du matériel dans les chambres	X		
— Toute mesure hygiénique conforme aux normes d'agrément des Communautés et Régions, y compris la désinfection des chambres après le décès ou le départ du résident	X		
— La mise à disposition, l'entretien et le renouvellement de la literie : matelas adapté, couverture, couvre-lits, draps, oreillers, alèaises	X		
— La protection de la literie en cas d'incontinence			
— Rideaux et tentures, papier peint, et tissus d'ameublement	X		
— Frais d'entretien, de nettoyage et de réparation dus à l'usure normale (par exemple : papier peint, peinture)	X		
— Nettoyage et pressing du linge non personnel	X		
— Nettoyage et pressing du linge personnel :			
1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié	X (1.)		
2. service organisé par un prestataire externe ou indépendant			X (2.)
— La consommation d'électricité qui est due à une utilisation d'appareils individuels qui appartiennent au confort de base, à savoir : le frigo, la TV et la radio	X		

ELEMENTS DE FRAIS	INCLUS DANS LE PRIX DE JOURNEE	SUPPLEMENTS	AVANCES EN FAVEUR DE TIERS
— Les coûts d'installation et d'entretien dans la chambre, de la radio, de la télévision, du frigo et du téléphone qui sont mis à la disposition du résident	X		
— Les frais d'installation d'un système d'accès à internet dans les bâtiments construits après l'entrée en vigueur du présent arrêté	X		
— Les frais de raccordement individuel et d'abonnement à la radio, la télévision le téléphone et à Internet dans la chambre			X
— Les frais de raccordement collectif et d'abonnement à la radio, la télévision le téléphone et internet dans la chambre			X
Fonctions de soins			
— Tous les soins infirmiers et aides non financés par l'AMI	X		
— Toutes les cotisations à la mutualité			X
— Honoraires			X
— Médication (moins la réduction)			X
— L'approvisionnement, la gestion, le stock et la distribution des médicaments	X		
— Les honoraires pour les prestations remboursables, reprises dans la nomenclature INAMI, non reprises dans les forfaits, et qui peuvent être facturés aux résidents.			X
— Frais d'hospitalisation			X
— Matériel d'incontinence :	X		
— Coûts pour l'appareillage auditif, les lunettes, les prothèses dentaires			X
— Coûts pour la chaise roulante, les béquilles, le déambulateur	X Si cela tombe sous l'application des conventions MR-MRS-VI		X Dans les autres cas
— Matériel de soins qui n'est pas couvert par les forfaits INAMI			X
Fonctions de vie			
La préparation et la distribution des repas en ce compris les boissons, le respect des régimes, les collations coupe-faims et les boissons dont la distribution se fait systématiquement entre les repas	X		
— Les repas servis dans la chambre si ceci est justifié par des raisons médicales	X		
— Disponibilité illimitée de l'eau potable	X		
— Boissons en dehors des repas sur demande individuelle du résident, à l'exception de l'eau potable et de la collation obligatoire		X	
— La consommation du repas dans la chambre pour les personnes valides		X	
— Produits alimentaires en dehors des repas sur demande individuelle du résident, à l'exception de la collation obligatoire		X	
— Substances alimentaires légères et directement absorbables : 1. alimentation par voie entérale 2. compléments alimentaires 3. un repas spécial de substitution au repas normal (1)			X (1., 2. et 3.)
— Pédicure : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	X (1.)		X (2.)
— Manucure : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	X (1.)		X (2.)
— Soins esthétiques : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	X (1.)		X (2.)
— Coiffeur : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un service externe ou indépendant	X (1.)		X (2.)

ELEMENTS DE FRAIS	INCLUS DANS LE PRIX DE JOURNEE	SUPPLEMENTS	AVANCES EN FAVEUR DE TIERS
— Articles de toilettes (papier wc, savon, shampooing) qui sont mis à disposition par l'établissement	X		
— Articles de toilettes qui sont achetés par l'établissement à la demande expresse du résidant (cf. règlement d'ordre intérieur)		X	
— Animation organisée en dehors de l'établissement		X	
— Les activités collectives d'animation, de récréation lorsqu'elles sont organisées dans et par l'établissement	X		
— Frais de réparation du linge personnel : 1. service organisé de manière interne par l'établissement par le biais d'un salarié 2. service organisé par un prestataire externe ou service indépendant	X (1.)		X (2.)
— Frais de transport qui se rapportent à la santé du résident : 1. service organisé de manière interne par l'établissement et dont le coût n'est pas inclus dans le prix de journée et/ou n'est pas subventionné par les pouvoirs publics 2. service organisé par un prestataire externe.			X (1.) X (2.)
— Supplément animal familial (tous les frais possibles liés à la possession d'un animal familial)		X	
Fonctions de gestion			
— Les frais administratifs, indépendamment de la nature de ceux-ci, qui sont liés à l'hébergement ou à la prise en charge du résident ou qui concernent le fonctionnement de l'établissement	X		
— Polices d'assurance de toute nature : les assurances responsabilité civile, l'assurance incendie ainsi que toutes les assurances que le gestionnaire a contractées conformément à la législation, à l'exception de chaque assurance individuelle du résident	X		
— Les frais d'aménagements de la morgue 1. service organisé par l'établissement, à l'exception de la mise à disposition d'un local par l'établissement. 2. service organisé par un prestataire externe		X (1) (fleurs,...)	X(2)
— Les frais d'enterrement			X
— Les taxes propres à l'établissement	X		

(1) Le coût d'un repas spécial est considéré comme une avance en faveur de tiers et une réduction du prix d'hébergement doit être donnée à concurrence du montant d'un repas normal.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées.

Le Président du Collège,
Ch. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille,
E. KIR

—————

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 2551

[C - 2011/31188]

17 MAART 2011. — Besluit 2010/1305 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden

Het College,

Gelet op het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden, gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juli 2010 en met name artikel 9, 1°, 4°, 11° en 13°, artikel 11, artikel 12, § 1, 1°, artikel 44, 2°, a), artikel 48, tweede lid en artikel 54;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden;

Gelet op het advies van de afdelingen « Huisvesting » en « Hulp en verzorging aan huis » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 25 november 2010 en 10 maart 2011;

Gelet op het advies 49.253/4 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Sociale Actie en Gezin,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van deze.

Art. 2. In het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden, gewijzigd door het besluit van het college van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 juli 2010, wordt een artikel 28/1 ingevoerd dat luidt als volgt :

« Artikel 21/1. In afwijking van artikel 28, eerste lid, en bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 2020, voor de rusthuizen die voor het eerst werden erkend of een voorlopige werkingsvergunning genoten voor 1 februari 1994, kan de omvang van de gemeenschappelijke leefruimten worden verkleind voor zover de vermindering van de gemeenschappelijke leefruimte tenminste wordt gecompenseerd door de oppervlakte van alle kamers hoger te brengen dan de minimaal vereiste oppervlakte krachtens artikel 32.

De aldus beschikbare oppervlakte per bewoner mag in geen geval kleiner zijn dan 11 m² voor de rusthuizen die erkend zijn voor 1 februari 1994 en genieten van de afwijking inzake kameroppervlakte bepaald in artikel 32, derde lid. »

Art. 3. In artikel 32 wordt het derde lid vervangen door het volgende :

« In afwijking van het eerste lid, en bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 2020, voor de bestaande rusthuizen op 1 februari 1994, mag de oppervlakte van de kamers niet kleiner zijn dan 9 m² per persoon. De berekening van de oppervlakte gebeurt van plint tot plint. Met de hoeken, uithoeken en andere oppervlakten waar het niet mogelijk is om zich te verplaatsen of om een meubel te plaatsen, wordt geen rekening gehouden voor de berekening van de minimale oppervlakte van de kamer. »

Art. 4. In artikel 53 van hetzelfde besluit wordt § 4 vervangen door het volgende :

« § 4. De opleidingen erkend door het Waals Gewest of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie naargelang het aantal opleidingsuren die ze bevatten.

De personen die met vrucht een opleiding hebben gevolgd van ten minste 500 uur erkend door een van deze overheden, dienen binnen een termijn van een jaar na de infunctietreding van directeur van een rusthuis erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, een getuigenschrift voor te leggen van aanvullende opleiding van tenminste acht uur of twee halve dagen, met betrekking tot de specifieke reglementering in de Franse Gemeenschapscommissie, zoals bedoeld in § 1, 1^o, g).

De Minister kan, op basis van een vergelijking van de opleidingen vervolmaakt in een land van de Europese Unie met de opleidingen vereist in dit besluit, de bekwaamheid erkennen van een persoon die gedurende ten minste 5 jaar de functie heeft uitgeoefend van directeur van een rusthuis erkend door een publieke overheid van een lidstaat van de Europese Unie. Het voorleggen, binnen een termijn van een jaar na de infunctietreding van directeur van een rusthuis erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, van een getuigenschrift van aanvullende opleiding van ten minste acht uur of twee halve dagen, met betrekking tot de specifieke reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals bedoeld in § 1, 1^o, g) is vereist. »

Een § 5 opgesteld als volgt, wordt ingevoegd na § 4 :

« § 5. De personen die ten laatste aan het einde van het academiejaar 2012-2013 met vrucht een opleiding hebben gevolgd die overeenstemt met de opleiding die erkend was door de Franse Gemeenschapscommissie vóór 1 juni 2009 of die erkend is door het Waals Gewest of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden geacht over de vereiste opleiding te beschikken, onder voorbehoud van de voorlegging, binnen een termijn van een jaar na de infunctietreding van directeur van een rusthuis erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, van een getuigenschrift van aanvullende opleiding van tenminste acht uur of twee halve dagen, met betrekking tot de specifieke reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals bedoeld in § 1, 1^o, g). »

Art. 5. In artikel 68, § 1, wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het verzorgend personeel voert voor elke bewoner een beleid in voor de preventie en het beheer van incontinentie. De maatregelen die hiertoe worden genomen, worden opgenomen in het individueel verzorgingsdossier vastgesteld in artikel 63. »

Art. 6. Artikel 129 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende :

« Het gemeenschapshuis heeft een capaciteit van minimum 3 bewoners en maximum 20 bewoners per site. »

Art. 7. Artikel 142 van hetzelfde besluit wordt vervolledigd door § 4 dat luidt als volgt :

« § 4. Een nieuw principeel akkoord dient te worden gevraagd voor iedere wijziging van geografische vestiging van de residentiële instelling of indien de stedenbouwkundige vergunning niet overeenstemt met het toegekende principeel akkoord. »

Art. 8. In artikel 162 wordt het eerste lid vervangen door het volgende :

« De dagonthaaldienst vangt de rechthebbenden ten minste drie dagen per week op, van maandag tot vrijdag, behalve op feestdagen. »

Art. 9. In artikel 169 worden de woorden : « De nodige kwalificaties » vervangen door : « De toegestane kwalificaties ».

Art. 10. In artikel 181, 1^o en 2^o van hetzelfde besluit, wordt « OMNIO » vervangen door de woorden « RVV of OMNIO ».

Art. 11. In artikel 182 wordt 2^o vervangen door het volgende :

« 2^o (het aantal rechthebbenden bedoeld in artikel 181) x (het aantal maanden van het bedoelde jaar, gedurende welke de rechthebbenden de tarifaire korting hebben genoten) x (1,25 euro voor beheerskosten van de tarifaire korting) »

Art. 12. In artikel 184, 2°, b) van hetzelfde besluit wordt « OMNIO » vervangen door de woorden « BIM of OMNIO ».

Art. 13. Annex 4 van het besluit wordt vervangen door annex 1 van dit besluit.

Art. 14. Annex 5 van het besluit wordt vervangen door annex 2 van dit besluit.

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt, tussen titel 10 genaamd « Procedures met betrekking tot de erkenning van niet-residentiële diensten » en de foutief genummerde titel 9 genaamd « Intrekkings- en overgangsbepalingen » die titel 12 wordt, een titel 11 ingevoegd die de artikelen 202/1 en 202/2 bevat en luidt als volgt :

« TITEL 11. — Beheer van de klachten gericht aan de administratie

Art. 202/1. Iedere belanghebbende kan bij de administratie een klacht indienen betreffende de werking van een instelling of een dienst. De klachten kunnen schriftelijk of mondeling worden ingediend bij een beambte van de administratie die hiervan een proces-verbaal van hoorzitting zal opmaken.

De anonieme klachten zullen niet in aanmerking worden genomen maar de klager kan vragen dat zijn anonimiteit in elk verband of bij elke communicatie met betrekking tot zijn klacht wordt gerespecteerd.

Art. 202/2. De administratie gaat over tot de inspectie van de klacht, indien het voorwerp ervan dit rechtvaardigt, binnen een termijn van maximum 14 dagen na de ontvangst van de klacht.

De administratie informeert de directeur en de beheerder over het bestaan en de inhoud van de klacht en deelt haar conclusies mee, waarbij zij de eventuele vraag om anonimiteit van de klager respecteert, door de overbrenging van haar inspectierapport binnen de hiervoor voorziene termijn indien een inspectie spoedig na de klacht werd uitgevoerd of binnen de maand na de ontvangst van de klacht indien geen enkele inspectie werd uitgevoerd.

Wanneer de conclusies vastgesteld tengevolge van een klacht wijzen op de niet-naleving van een erkenningsnorm, zendt de administratie een waarschuwing naar de instelling of de dienst volgens de procedure bepaald in artikelen 147 en 197 van dit besluit. »

Art. 16. In artikel 84, § 2 wordt na het eerste lid een lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« In afwijking van het eerste lid kan zich in 2011 een tweede wijziging van de dagprijs voordoen, teneinde het incontinentiemateriaal voor 1 oktober 2011 deel te laten uitmaken van de dagprijs. »

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2011 met uitzondering van artikelen 2 tot 4 en 8 tot 13, die gelden vanaf 1 juni 2009, en artikel 14 dat van kracht wordt op 1 oktober 2011.

Art. 18. De Minister, Lid van het College, belast met Sociale Actie en Gezin, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 maart 2011.

Voor het College :

De Minister-President van het College,
Ch. DOULKERIDIS

De Minister, Lid van het College, belast met Sociale Actie en Gezin,
E. KIR

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 2011 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden – Regels inzake gelijkstelling van de buitendiensten (artikel 9, 4° van het decreet en artikel 56, § 3 van het besluit)

1. Om nadere regels vast te leggen voor de gelijkstelling van de door buitendiensten verstrekte diensten met hotelpersoneelskosten en voor de raming ervan in voltijdse equivalenten, moeten de vier categorieën taken die door die diensten overgenomen kunnen worden, eerst precies vastgelegd worden.

Zo :

1. betreft de netheid en de hygiëne van de lokalen het dagelijks huishoudelijk onderhoud van de lokalen. Dit sluit dus de reiniging uit van de wegen of de onderhoudswerken van parken en tuinen.

2. dient onder technisch onderhoud het niet-gespecialiseerde onderhoud te worden verstaan dat door iedere niet-gespecialiseerde persoon kan verricht worden. Dit sluit dus de taken uit waarvoor door de instelling hoe dan ook beroep zou moeten worden gedaan op een gespecialiseerde arbeider (bijvoorbeeld, het onderhoud van de liften).

3. hebben de taken beddegoed en wasserij betrekking op het hotellinnen (beddengoed, gordijnen, tafellakens en servetten, kledij van de personeelsleden,...) uitgezonderd het persoonlijke wasgoed van de resident.

4. hoeven de taken keuken en restaurant niet omschreven te worden.

2. Als de rustoordbeheerder geen schriftelijk bewijs kan voorleggen van het juiste bedrag van de hotelpersoneelskosten voor dienstverleningen van buitendiensten, worden de door de buitendiensten gedragen arbeidskosten berekend op grond van het aan het rustoord gefactureerde bedrag, exclusief btw. Op dat bedrag wordt een percentage toegepast al naar gelang het soort diensten om geen rekening te houden met de winstmarge, de gebruikte producten enz. :

* Reiniging (netheid : hygiëne) : 90 %

* Technisch onderhoud : 80 %

* Beddengoed/Wasserij : 65 %

* Keuken/Restaurant : 40 %

3. Om het aantal VTE's te berekenen dat verkregen wordt door de door buitendiensten verstrekte diensten gelijk te stellen met personeelskosten moeten de door het rustoord voor 1 VTE gedragen arbeidskosten eerst bepaald worden.

* Reiniging (netheid/hygiëne) : 35.281,70 euro (*)

* Technisch onderhoud : 38.822,38 euro (*)

* Beddengoed/Wasserij : 35.281,70 euro (*)

* Keuken/Restaurant : 39.157,53 euro (*)

(*) Deze bedragen zijn berekend op grond van de weging van de verschillende schalen die gelden krachtens het koninklijk besluit van 16 juli 1997 waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 1996, met toepassing van index 1,4859, in werking getreden op 31 decembre 2009, en verhoogd met de werkgeverslasten. Deze bedragen werden geïndexeerd overeenkomstig de regels toepasbaar voor de bedoelde sector.

Als de rustoordbeheerder geen schriftelijk bewijs kan voorleggen van het juiste aantal VTE's die diensten van het punt 1 in deze bijlage bedoelde buitendiensten verstrekt hebben, wordt het aantal VTE's, berekend door de diensten van buitendiensten met personeelskosten gelijk te stellen, verkregen door de in punt 2 van deze bijlage bedoelde bedragen te delen door de hierboven vermelde bedragen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 2011 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden.

De Voorzitter van het College,
Ch. DOULKERIDIS
Het Lid van het College belast met Sociale Actie en Gezin,
E. KIR

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 2011 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden - :
dagprijs – verplichte en facultatieve elementen (artikel 9, 13° van het decreet en artikel 87 van het besluit)

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DE DAGPRIJS	SUPPLEMENTEN	VOORSCHOTTEN TEN GUNSTE VAN DERDEN
Woonfunctie			
— Gebruik van de kamer	X		
— Het meubilair van de kamer (aangepast aan de toestand van de resident)	X		
— Basisaccomodatatie en het meubilair overeenkomstig de erkenningsnormen van de Gemeenschappen en de Gewesten met tenminste een bed, een tafel, een kleerkast en een linnenkast, een nachttafel en een zetel	X		
— Het ter beschikking stellen van een nachtstoel wanneer de toestand van de resident dit vereist	X		
— Het gebruik en het onderhoud van de sanitaire, individuele en gemeenschappelijke installaties	X		
— Het gebruik van de gemeenschappelijke plaatsen, met inbegrip van de liften, overeenkomstig het reglement van inwendige orde	X		
— Het onderhoud van het erfgoed, het algemene onderhoud en het reinigen van de gemeenschappelijke plaatsen, materiaal en producten inbegrepen, de herstellingen van de kamers en overige huisvestingslokalen die uit een gewoon woongebruik voortvloeien	X		
— Het meubilair aangepast aan de gemeenschappelijke ruimten	X		
— De afvalverwijdering	X		
— De verwarming van de kamer en gemeenschappelijke plaatsen, het onderhoud van deze installaties en elke wijziging van de verwarmingsapparatuur	X		
— Het stromende koude en warme water en het gebruik van elke sanitaire installatie	X		
— De elektrische installaties, hun onderhoud en elke wijziging ervan en het elektriciteitsverbruik	X		

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DE DAGPRIJS	SUPPLEMENTEN	VOORSCHOTTEN TEN GUNSTE VAN DERDEN
— De installaties voor bescherming tegen brandgevaar en voor interne communicatie in functie van het gemeenschappelijk gebruik	X		
— De aansluitings-, herstellings- en onderhoudskosten van een telefoon en een internetverbinding toegankelijk voor het publiek	X		
— Het ter beschikking stellen van een televisie, radio en ander audiovisueel materiaal in de gemeenschappelijke ruimten	X		
— De keukeninstallaties, het onderhoud ervan, de wijzigingen ervan ingevolge de toepasselijke wetgeving en de toevoer van de grondstoffen en de opslag ervan	X		
— Het onderhoud van de individuele kamers en van het meubilair en het materiaal in de kamers	X		
— Elke hygiënische maatregel overeenkomstig de erkenningsnormen van de Gemeenschappen en de Gewesten, met inbegrip van de reiniging van de kamers na het overlijden of het vertrek van de resident	X		
— De beschikbaarstelling, het onderhoud en de vervanging van het beddengoed : aangepaste matras, deken, spreij, lakens, steeklakens	X		
— De bescherming van het beddengoed in geval van incontinentie	X		
— Gordijnen en overgordijnen, behangpapier en meubelstoffen	X		
— Onderhouds-, reinigings- en herstellingskosten t.g.v. normale slijtage (bijvoorbeeld : behang, schilderwerk)	X		
— Was en stomerij van het niet-persoonlijk linnen	X		
— Was en stomerij van het persoonlijk linnen : 1. dienst georganiseerd door de voorziening met loontrekkend personeel 2. dienst georganiseerd door een externe of zelfstandige dienstverlener	X (1.)		X (2.)
— Het elektriciteitsverbruik dat voortvloeit uit het gebruik van individuele toestellen die behoren tot het basiscomfort, namelijk : koelkast, TV en radio)	X		
— De installatie- en onderhoudskosten in de kamer, van de radio, de televisie, de koelkast en de telefoon die ter beschikking worden gesteld van de resident	X		
— De installatiekosten van een toegangssysteem tot het internet in de gebouwen die opgericht zijn na de inwerkingtreding van dit besluit	X		
— De individuele aansluitings- en abonnementskosten voor de radio, de televisie, de telefoon en het internet in de kamer			X
— De gemeenschappelijke aansluitings- en abonnementskosten voor de radio, de televisie, de telefoon en het internet in de kamer			X
Zorgfuncties			
— Alle verpleegkundige zorgen en hulp die niet gefinancierd worden door het RIZIV	X		
— Alle bijdragen voor het ziekenfonds			X
— Honoraria			X
— Medicatie (verminderd met de korting)			X

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DE DAGPRIJS	SUPPLEMENTEN	VOORSCHOTTEN TEN GUNSTE VAN DERDEN
— De bevoorrading, het beheer, het stockeren en de verdeling van geneesmiddelen	X		
— Honoraria voor de terugbetaalbare prestaties die zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV en niet zijn inbegrepen in de zorgforfaits, en die kunnen gefactureerd worden aan de residenten			X
— Hospitalisatiekosten			X
— Incontinentiemateriaal	X		
— Kosten voor hoorapparaten, brillen, tandprothesen			X
— Kosten voor rolstoel, krukken, looprek	X Indien dit onder de toepassing valt van de overeen- komsten ROD-RVT-VI		X In de andere gevallen
— Verzorgingsmateriaal dat niet gedekt is door de RIZIV-forfaits			X
Leeffuncties			
De bereiding en verdeling van de maaltijden met inbegrip van de dranken, inachtneming van de diëten, de tussendoortjes en de dranken waarvan de verdeling tussen de maaltijden systematisch gebeurt	X		
— De maaltijdbedeling op de kamer indien dit gerechtvaardigd is door gezondheidsredenen	X		
— Onbeperkte beschikbaarheid van drinkbaar water	X		
— De dranken buiten de maaltijden die op individuele aanvraag van de resident worden verstrekt, uitgezonderd drinkbaar water en het verplichte tussendoortje		X	
— De maaltijdbedeling op de kamer voor valide bejaarden		X	
— Voedingsproducten buiten de maaltijden die op individuele aanvraag van de resident worden verstrekt, met uitzondering van het verplichte tussendoortje		X	
— Lichte en dadelijk opneembare voedingsstoffen : 1. enterale voeding 2. voedingssupplementen 3. een speciale maaltijd ter vervanging van de normale maaltijd (1)			X (1., 2. en 3)
— Pedicure : 1. dienst georganiseerd door de voorziening met loontrekkend personeel 2. dienst georganiseerd door een externe of zelfstandige dienstverlener	X (1.)		X (2.)
— Manicure : 1. dienst georganiseerd door de voorziening met loontrekkend personeel 2. dienst georganiseerd door een externe of zelfstandige dienstverlener	X (1.)		X (2.)
— Esthetische verzorging : 1. dienst georganiseerd door de voorziening met loontrekkend personeel 2. dienst georganiseerd door een externe of zelfstandige dienstverlener	X (1.)		X (2.)

KOSTENELEMENTEN	INBEGREPEN IN DE DAGPRIJS	SUPPLEMENTEN	VOORSCHOTTEN TEN GUNSTE VAN DERDEN
— Kapper : 1. dienst georganiseerd door de voorziening met loontrekkend personeel 2. dienst georganiseerd door een externe of zelfstandige dienstverlener	X (1.)		X (2.)
— Toiletartikelen (wc-papier, zeep, shampoo) die ter beschikking worden gesteld door de voorziening	X		
— Toiletartikelen die op uitdrukkelijke vraag van de resident door de voorziening worden aangekocht (cf. Reglement van inwendige orde)		X	
— Animatie die buiten de voorziening wordt georganiseerd		X	
— De collectieve animatie- en recreatieactiviteiten, wanneer deze worden georganiseerd in en door de voorziening	X		
— Herstellingskosten van persoonlijk linnen : 1. dienst georganiseerd door de voorziening met loontrekkend personeel 2. dienst georganiseerd door een externe of zelfstandige dienstverlener	X (1.)		X (2.)
— Vervoerskosten die verband houden met de gezondheid van de resident : 1. dienst georganiseerd door de voorziening en waarvan de kosten niet inbegrepen zijn in de dagprijs en/of niet vanuit de overheid gesubsidieerd worden 2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener			X (1.) X (2.)
— Supplement huisdier (alle mogelijke kosten die verband houden met het houden van een huisdier)		X	
Beleidsfuncties			
— De administratieve kosten, ongeacht de aard ervan, die verbonden zijn aan de huisvesting of de opvang van de resident of die de werking van de voorziening betreffen	X		
— Verzekeringopolissen van allerlei aard : de verzekeringen burgerlijke aansprakelijkheid, de brandverzekering alsmede alle verzekeringen die de beheerder overeenkomstig de wetgeving heeft aangegaan, met uitzondering van elke persoonlijke verzekering van de resident	X		
— De kosten van de inrichting van het mortuarium 1. dienst georganiseerd door de voorziening, met uitzondering van het ter beschikking stellen van een lokaal door de voorziening 2. dienst georganiseerd door een externe dienstverlener		X (1.) (bloemen,...)	X (2.)
— De begrafenis-kosten			X
— De belastingen eigen aan de uitbating van de voorziening			

(1) De kost van een speciale maaltijd wordt beschouwd als een voorschot ten gunste van derden en er dient een korting op de verblijfsprijs te worden gegeven ten belope van het bedrag van een normale maaltijd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, van 17 maart 2011, tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 april 2009 houdende toepassing van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden.

De Voorzitter van het College,

Ch. DOULKERIDIS

Het Lid van het College belast met Sociale Actie en Gezin,

E. KIR